



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2120

Texte de la question

## EMPLOI ET CROISSANCE

**M. le président.** La parole est à M. Éric Besson, pour le groupe socialiste.

**M. Éric Besson.** Je veux d'abord dire à M. Larcher que sa réponse à M. Desallangre nous a profondément choqués (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) : s'il a partagé l'émoi, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas trouvé les mots pour le dire et qu'il a eu l'indignation plutôt mesurée ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Monsieur le Premier ministre, vous avez déclaré dans cet hémicycle, la semaine dernière, vouloir livrer la bataille de l'emploi et vous avez eu deux mérites.

Le premier a été de ne pas nier l'échec de votre prédécesseur, même si c'est aussi celui d'un gouvernement auquel vous apparteniez. Cet échec, prévisible du fait de la politique conduite, est lourd : en trois ans, la droite, qui prétendait réhabiliter le travail, aura surtout détruit des dizaines de milliers d'emplois. Permettez-moi une comparaison : le gouvernement Jospin, au bout de trente-six mois, c'était 720 000 chômeurs de moins, alors que depuis que vous êtes aux affaires, au bout de trente-six mois, nous en sommes à 230 000 chômeurs de plus ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

**Plusieurs députés du groupe UMP.** Et les 35 heures ?

**M. Éric Besson.** Votre deuxième mérite aura été de mettre fin à une aberration : poursuivre, coûte que coûte, la baisse de l'impôt sur le revenu dans le contexte de croissance molle que nous connaissons était non seulement injuste socialement mais inefficace économiquement, et nous n'avons cessé de le dire depuis trois ans. Vous le reconnaissez enfin, nous nous en réjouissons.

Mais il faut aller plus loin dans la remise en cause de la politique de votre prédécesseur. Et d'abord, dire la vérité sur les chiffres : la croissance française est faible, très faible, bien plus faible que dans la zone euro, bien plus faible qu'en Europe et *a fortiori* dans le monde.

**Plusieurs députés du groupe UMP.** C'est votre faute !

**M. Lucien Degauchy.** C'est la politique de Jospin qui a enrayé la machine !

**M. Éric Besson.** Tirez-en la conclusion qui s'impose en pratiquant une relance tant par l'investissement que par la consommation et le pouvoir d'achat, et modifiez vite votre budget car les comptes ne sont plus sincères.

Cessez enfin, monsieur le Premier ministre, de penser que seule la précarité va permettre de résoudre tous nos maux. Je veux prendre l'exemple que vous avez choisi vous-même la semaine dernière du contrat dit " nouvelle embauche ". Les jeunes Français sont lassés du recours excessif aux CDD, à l'intérim, aux stages sans avenir. (*Exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

**M. le président.** Monsieur Besson, posez votre question, s'il vous plaît.

**M. Éric Besson.** J'y arrive, monsieur le président.

La semaine dernière, monsieur le Premier ministre, vous avez répondu à ces jeunes par un contrat comportant une période d'essai de deux ans ! Et vous leur avez dit qu'ils ne seraient même plus considérés, pendant cette période, comme des salariés à part entière pour le déclenchement des seuils sociaux. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

**M. le président.** Posez votre question !

**M. Éric Besson.** Elle était implicite mais, grâce à vous, monsieur le président, elle va être explicite : monsieur le Premier ministre, allez-vous enfin rompre avec une stratégie qui a conduit la France dans l'impasse ?

*(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

**M. Thierry Breton, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.** Monsieur le député, revenons au sujet de la croissance. Implicite, c'est exact : la croissance, c'est l'activité et l'activité, c'est l'emploi. (" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.) Il est exact que la croissance, au premier trimestre, n'a pas été exactement celle que nous attendions, mais nous en connaissons les causes : un euro beaucoup trop élevé par rapport au dollar - ce n'est plus le cas aujourd'hui puisqu'il est retombé à 1,21 - et le baril de pétrole, que nous attendions à 35 dollars et qui s'est plutôt établi entre 50 et 55. Cependant, quand vous dites que la croissance en France est la plus basse d'Europe, plus basse que celle des pays de la zone euro, c'est faux. En revanche, dire qu'elle n'est pas assez élevée, c'est exact.

Nous sommes, aujourd'hui, dans une économie " tertiaisée " puisque 75 à 80 % des actifs français travaillent dans le secteur tertiaire et 20 % seulement dans le secteur industriel. Le Premier ministre a déclaré, précisément, l'état d'urgence pour l'emploi car chaque personne qui retrouve un emploi, c'est de l'activité et c'est de la croissance.

Lorsque l'on consacre 4,5 milliards d'euros à remobiliser l'emploi, c'est la croissance que l'on tire. Par ailleurs, lorsque l'on attribue 2 milliards d'euros à l'Agence industrielle pour l'innovation, on encourage les grands projets. Lorsque l'on finance, comme le Premier ministre l'a annoncé, l'Agence pour les infrastructures de transport et l'Agence nationale pour la recherche, c'est autant de moyens pour relancer les grands programmes.

Alors oui, plus il y aura d'actifs au travail, plus le plan de cohésion sociale portera ses fruits et plus la croissance sera au rendez-vous. C'est la raison pour laquelle accompagner l'emploi, ne laisser personne au bord de la route, permettre que les 500 000 emplois vacants trouvent preneurs, c'est autant de croissance que nous préparons pour l'avenir ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.- Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Éric Besson](#)

**Circonscription :** Drôme (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2120

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** économie

**Ministère attributaire :** économie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 15 juin 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 juin 2005